

Le PS va attaquer le siège UDC au gouvernement vaudois

➤ **Election** Le décès de Jean-Claude Mermoud a précipité les événements

➤ Daniel Rossellat réfléchit à sa candidature

Marco Danesi

Les socialistes vaudois attaqueront le siège UDC au gouvernement laissé vacant par le décès de Jean-Claude Mermoud. La formation du défunt, elle, cherche son successeur. Il n'y aura donc pas d'élection tacite. Le premier tour de la complémentaire est prévu le 27 novembre, le deuxième, si nécessaire, le 18 décembre.

«Il serait bon que La Côte soit représentée au Collège»

Le PS, avec des représentants du centre, a demandé à Daniel Rossellat de mener l'assaut. Le syndic de Nyon, très populaire, a les moyens de l'emporter «contre n'importe quel candidat UDC», prétend un élu socialiste. Le patron de Paléo assurerait ainsi la majorité à une coalition de centre gauche à l'exécutif avant les élections générales de mars 2012. En même temps, son étiquette d'indépendant, d'écolo, associé à la gauche de Nyon, éviterait aux alliés roses-verts de s'étriper dans la course au gouvernement ce printemps. Autrement dit, Daniel Rossellat viendrait renforcer la configuration actuelle – deux PS et un Vert – sans luttes intestines déchirantes.

Pour l'heure, ce scénario n'est qu'une hypothèse de travail. Comme



KEYSTONE

Daniel Rossellat. Il parle d'une «situation particulière».

tant d'autres qui circulent en terre vaudoise. Après les obsèques de Jean-Claude Mermoud lundi, le jeu des conjectures occupe désormais le devant de la scène.

L'appel adressé à Daniel Rossellat, se fonde sur la conviction que les rapports de force dans le canton n'ont pas encore tourné à l'avantage de la gauche. En revanche, le syndic de Nyon serait en mesure d'attirer les voix modérées indispensables au renversement de la majorité de centre droit.

Pour ce faire, il s'agit bien entendu de convaincre Daniel Rossellat, qui n'a pas fermé la porte. Il se laisse quelques jours pour réfléchir. «Nyon reste ma priorité. Mais la situation est assez particulière pour faire le tour de la question avant de décider. Une élection complémentaire, c'est la seule chance pour un indépendant d'accéder au gouvernement cantonal. De plus, il serait bon que La Côte soit représentée au Collège.»

En admettant que Daniel Rossellat relève le défi, il faudra persuader l'ensemble des socialistes. Surtout ceux qui préféreraient voir l'un des leurs briguer le fauteuil UDC. Sans parler des papables pour mars 2012, contraints de renoncer. Les Verts, de leur côté, devraient faire l'impasse sur un deuxième siège. Béatrice Métraux, cheffe du groupe au parlement cantonal, était prête à se lan-

cer. Pour l'heure, la formation écologiste temporise. Quelque peu bousculée par les plans du PS. Et toujours dans l'attente de savoir si François Marthaler sera ou non partant pour un troisième mandat.

Ce scénario souffre cependant de l'inconnue liée au destin de Pierre-Yves Maillard. Son éventuelle accession au Conseil fédéral priverait le PS et la gauche vaudois de leur locomotive électorale. L'espoir de renverser la majorité de droite pourrait s'esouffler. Le conseiller d'Etat socialiste dévoilera ses intentions après les élections fédérales du 23 octobre.

En face, l'UDC doit trouver un successeur à Jean-Claude Mermoud. Très apprécié, le magistrat disparu des suites d'un accident cardio-vasculaire n'est pas facile à remplacer. Son départ prévu du Collège à la fin de la législature en juin 2012 aurait dû permettre à son parti de dénicher posément la perle rare. Son décès a précipité les événements: Pressenti, Guy Parmelin, conseiller national et colistier de Jean-Claude Mermoud pour le Conseil des Etats, que l'on disait hésitant, serait maintenant

motivé à sauver le siège agrarien. Pierre-Yves Rapaz serait aussi sur les rangs, indiquait hier le site de 24 heures. Le président du groupe UDC au Grand Conseil avait déjà manifesté son intérêt à l'annonce du retrait de Jean-Claude Mermoud. Le parti décidera jeudi prochain.

Quel qu'il soit, le candidat de l'UDC devrait compter sur l'appui de l'ensemble de la droite. Mais le conditionnel est de mise. Car des franges de l'électorat bourgeois pourraient rechigner à voter une personnalité trop «blochérienne». Même si l'appareillement scellé entre UDC et PLR à l'occasion des élections fédérales du 23 octobre pour le Conseil national-alliance unique en Suisse – table sur une union pragmatique, au-delà des états d'âme des uns et des autres.

En outre, si l'opération de la gauche devait réussir, l'UDC, bon gré mal gré, pourrait menacer en mars 2012 l'un des sièges radicaux ou libéral pour retrouver le fauteuil perdu. Son statut de premier parti de droite, s'il est confirmé par les urnes, légitimerait d'ailleurs cette prétention.